

Référendum sur la Ligne à Grande Vitesse



Référendum sur la LGV

A l'occasion des élections officielles, à l'extérieur et sous les violentes bourrasques, des bureaux de vote tenus par les associations *Ustaritz Défense de l'Environnement* et *Mouguerre Cadre de Vie*, soutenues par le CADE, invitaient les électeurs à s'exprimer pour ou contre la LGV. Listes électorales officielles, présentation de la carte d'électeur, émargement, tout était fait dans les normes. Malgré le mauvais temps, le succès était au rendez-vous.

2. Infos en vrac

3. Référendum sur la Ligne à Grande Vitesse

3. Le Préfet n'aime pas les crapauds

4. Brèves Sociales

5. LGV, l'interview qui décoiffe !

6. L'association *Kokopelli* condamnée

7. Transmission de la ferme *KAKO*, à *Ordarp*

9. Port de Bayonne et... sécurité

10. La page d'ATTAC

11. Pollution industrielle sur le port de Bayonne

12. Cultures : « *Le cahier* »

BIMESTRIEL - 2,30€

N° 125
MARS / AVRIL 2008

ISSN 0998 - 2787



... infos en vrac ...

Ouverture du « jardin botanique littoral Paul Jovet »

Le 22 mars, à St Jean de Luz, le jardin botanique littoral Paul Jovet sera ouvert au public. Ce lieu d'incitation à la découverte de notre patrimoine naturel régional avait été initié par notre regretté Jean Bost, qui participait avec nous au Collectif des Associations de Défense de l'Environnement.

La maison *portail* du jardin portera son nom.

Téléphones cellulaires : un risque pour les glandes salivaires ?

Israël : Selon une étude épidémiologique israélienne réalisée dans le cadre d'un projet de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les radiofréquences émises par les téléphones cellulaires augmenteraient le risque de développer une tumeur des glandes salivaires. Chez les grands utilisateurs de téléphone sans fil (22 heures par mois), la fréquence de cancer de ces glandes est en effet supérieure de près de 50 % à celle observée dans le reste de la population.

Source : American Journal of Epidemiology, 7 décembre 2007.

Un rapport interne de la Commission met en pièces la politique de l'Union Européenne sur les agrocarburants

Grâce à une fuite, les *Amis de la Terre* ont pu prendre connaissance d'un document de la Commission européenne qui condamne sans appel le projet de la Commission de fixer comme objectif obligatoire, le taux de 10 % d'agrocarburants dans les carburants pour les transports. Ce rapport transmis aux *Amis de la Terre* et *BirdLife International* révèle que la politique

des agrocarburants de l'Union européenne s'élèvera probablement à un coût net de 65 milliards d'euros, nécessitera d'immenses étendues de terres hors d'Europe. Le rapport met même en question l'efficacité de cet objectif pour obtenir la moindre diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Tasque environnement : conférence-débat le 06 février à Auch

Une conférence débat a été organisée conjointement par les associations *Les Amis de la Terre* (AT) et *Tasque Environnement* (TE) qui lutte contre un projet de porcherie industrielle. Participaient à cette manifestation l'*UMINATE*, l'*UFC Que Choisir*, et soutenaient cette initiative les associations « SPN », *Ende Doman* et *Sauvegarde du Gers*. Le sujet en était : « le Gers va-t-il ressembler à la Bretagne ? ». Pour illustrer et développer le thème, un représentant de *Eau et Rivières de Bretagne* (ERB) avait été invité et avait fait le déplacement.

On estime le nombre des présents à quelques 200 personnes. À en croire la nature des débats qui ont suivi, le public était composé de sympathisants de la cause environnementale et de professionnels de l'élevage, dont un représentant de la *FDSEA*. Les éleveurs à l'origine du projet de Tasque étaient présents.

Pour obtenir par internet le contenu de l'intervention d'*Eau et Rivières de Bretagne*, demander au journal qui vous l'enverra ou contacter directement l'association de Tasque :

dominormandie@wanadoo.fr

Les apiculteurs dans la rue

Il faut une bonne dose d'exaspération pour que les apiculteurs, d'ordinaire si calmes et discrets,

battent le pavé. C'est pourtant ce qui s'est passé le 21 février à Paris où des centaines d'entre eux ont réclamé avec force le retrait de l'insecticide *Cruiser* utilisé pour imprégner les semences de certains maïs. Après l'interdiction du *Régent* et du *Gaucho*, cet insecticide est un de leurs cousins. Durement frappés par la mortalité (presque la moitié des abeilles françaises a été décimée) et alors que la disparition

massive au niveau de notre planète inquiète fortement les scientifiques (les abeilles pollinisent des fruits et légumes et leur disparition affecterait 35 % de la nourriture de la Terre), les apiculteurs posent le même problème que les anti OGM : l'agriculture industrielle, sans compter des impacts non encore mesurés, a-t-elle le droit de détruire l'agriculture traditionnelle qui était là avant elle ?

Lobbying

Quand les CCI d'Aquitaine font du lobbying, elles veulent tout, le rail, les autoroutes, les contournements des villes etc... Et elles y mettent le prix avec l'affiche ci-dessous...



Quand les opposants qui luttent contre ces projets destructeurs détournent le lobbying des CCI cela donne l'affiche ci-dessous :



Ligne à Grande Vitesse Référendums populaires à Ustaritz et Mouguerre : énorme succès !



DANS ces deux communes, les associations Ustaritz Défense de l'Environnement et Mouguerre Cadre de Vie, soutenues par le CADE (Collectif des Associations de Défense de l'Environnement), avaient organisé des référendums pour que la population soit consultée directement sur le projet de ligne ferroviaire nouvelle à grande vitesse.

La très forte mobilisation qui a présidée à la campagne d'information laissait prévoir les résultats. Tout d'abord un gros refus de la LGV exprimé dans les contacts au porte à porte, puis la grosse réunion du 15 février à Mouguerre, et enfin les réponses des candidats aux diverses

élections, municipales et cantonales. Dans ces cantons, les candidats aux cantonales et les listes municipales annonçaient clairement une opposition aux voies nouvelles et faisaient leurs revendications d'utilisation des voies existantes rénovées.

A l'occasion des élections officielles, à l'extérieur et sous les violentes bourrasques, des bureaux de vote tenus par les associations invitaient les électeurs à s'exprimer pour ou contre la LGV. Listes électorales officielles, présentation de la carte d'électeur, émargement, tout était fait dans les normes.

Malgré le mauvais temps, le succès était au rendez-vous.

Suite page 5 ➔

EN EFFET, sur la commune d'Anglet existe un terrain dit « Gaujacq » sur lequel il était prévu de construire des logements sociaux au niveau R+1.

Un tel projet tenait compte de la réalité du terrain qui comporte en son milieu un ruisseau. Afin de combler son retard en logement sociaux, la commune d'Anglet a cru bon d'augmenter la densité de construction en transformant les maisons en immeubles R+3 et ce avec l'aval des services préfectoraux.

Ce dernier projet présente pour particularité de devoir faire disparaître le ruisseau existant, en le busant. Dans un premier temps la DDE a cru pouvoir affirmer aux riverains que le ruisseau n'existait pas ! Ce qui évidemment permettait d'évacuer les problèmes d'inonda-

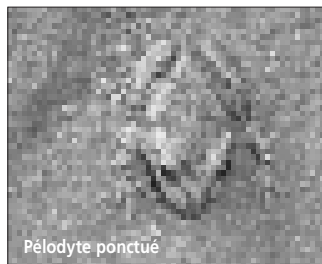
Le préfet et les crapauds

Le préfet des Pyrénées Atlantiques ignore les crapauds

tions et de protection des espèces. Devant les recours intentés, il n'était plus possible de nier et donc, un arrêté de busage (d'un ruisseau dont la DDE niait l'existence...) a finalement été pris en décembre 2007.

Cet arrêté, comme les contes pour enfants, relève de la magie. En effet, il réussit le tour de force de faire disparaître cette fois les crapauds qui vivent dans ce ruisseau. (Crapaud accoucheur et Pélodyte ponctué). Pour la première espèce il ne saurait survivre à l'imperméabilisation du terrain. Pour la dernière espèce un spécialiste du Museum National d'Histoire Naturelle écrit : « Observation tout à fait

exceptionnelle pour la région... jamais mentionné dans le secteur » (...) « remarquable découverte ».



Or, et c'est bien là le problème pour l'administration il s'agit de deux espèces protégées par l'arrêté du 22 juillet 1993 ainsi que par la convention de Berne de 1979. Les services préfectoraux contactés au téléphone maintiennent la position selon

laquelle il n'y pas de crapaud (malgré deux avis d'experts).

A la différence des contes pour enfants où les grenouilles se transforment en princes charmants, dans les Pyrénées Atlantiques, le préfet lui, fait disparaître les crapauds.

Nul doute que la juridiction administrative aura le loisir de statuer sur la question et que le comité de suivi de la Convention de Berne saura poser les bonnes questions à l'administration française afin de lui rappeler que ce n'est pas la beauté d'une espèce animale qui en fait la valeur. Rappelons les vers de Jean de la Fontaine pour lequel :

« Garde-toi tant que tu vivras de juger des gens sur la mine ! »



Par JM. FAYE

Brevés Sociales

Il y a des titres ambigus

★ Le 18 Janvier dernier, le Journal du Pays Basque intitulait un de ses articles : « Le PCF a le même point de vue que Sarkozy sur les municipales ». La première phrase de l'article sous la plume d'Iban Etxezaharreta était : « Les communistes sont d'accord avec Sarkozy ». En fait de seul point d'accord, il était indiqué par le responsable communiste Olivier Dartigolles que les élections municipales constitueraient un « test national ». Pourquoi mettre de l'équivoque là où il n'y en a pas ? Surtout qu'au niveau local, des ambiguïtés pourraient être relevées de manière manifeste dans la position tortueuse de certains abertzale par exemple ou autre verte.

Scientologie - Non lieu judiciaire

★ Il y a quelques mois, le juge parisien Jean-Christophe Hullin, a rendu une ordonnance de non-lieu dans l'enquête visant des membres de l'Eglise de Scientologie. Cette enquête visait des faits « d'escroquerie, d'extorsion de fonds et d'exercice illégal de la médecine ». Vingt personnes, dont l'ancien président de l'Eglise de Scientologie, avaient été mises en examen. Après des années de procédure, la succession de 4 juges qui ont instruit le dossier, et de nombreux incidents comme la disparition de certaines pièces, le résultat est bien piteux. L'Eglise de Scientologie a encore de beaux jours devant elle.

SEGI dénonce justement des ambiguïtés

★ Les jeunes abertzale du mouvement SEGI appellent à voter pour les candidats de la coalition *Eukal Herria Bai* lors des élections cantonales pour pousser

les pions vers une institution spécifique du Pays Basque Nord, puis vers l'autonomie et vers l'indépendance. Au moins le discours est clair même si on ne cautionne pas la totalité de la position ! En ce qui concerne les élections municipales, SEGI fait le constat d'une gestion habituelle des villes et des villages par des notables qui défendent surtout leurs propres intérêts. Le mouvement SEGI appelle à voter pour des plateformes abertzale de gauche et défend l'idée qu'il n'y a pas d'avenir « avec ceux qui se vendent aux petits soldats de Sarkozy en Pays Basque ». Il dénonce donc les alliances dès le premier tour de certains abertzale avec des municipalités de droite. Un sentiment que l'on peut partager.

Txetx inquiété dans quel but ?

★ Gardé à vue pendant 3 jours, Jean Noël Etcheverry « Txetx », a été libéré sans charge. On peut se demander comme il le fait lui-même quel est le but recherché dans ces arrestations qui « fleurissent » depuis quelques temps. Une simple convocation aurait sans doute suffi à la juge pour entendre Txetx si tant est que cela fut nécessaire. On peut y voir une logique toute politique et non totalement judiciaire et ce d'autant plus que la démarche de Jean Noël Etcheverry se situe clairement dans un registre non violent et dans une volonté d'initier des débats au moyen de la fondation qu'il anime.

Logement plus cher et appauvrissement

★ Pour 87 % des ménages, l'idée qu'il est difficile de trouver un logement est vraiment prégnante. Les loyers progressent plus rapidement que les revenus et l'accès au logement social est pour le moins mal aisé. Ne parlons pas de l'écart entre le locatif social et le parc privé ! La différence de coût est

aujourd'hui en moyenne de 143 % (près de 3 fois plus pour un loyer dans le privé) en région parisienne et pratiquement les loyers du privé sont supérieurs de 89 % sur la France entière. Selon une étude de la *Fondation Abbé-Pierre* (FAP) un smicard isolé consacre 49,7 % de ses revenus à se loger contre 27,6 % pour une personne disposant des mêmes revenus mais logée dans le parc public. L'amputation du pouvoir d'achat incite les gens à se maintenir dans des logements vétustes...

LECLERC a de la marge

★ Alors que l'INSEE évoquait une inflation de 2,6 % en France pour 2007 (avec 3,1 % de hausse pour les prix alimentaires) Michel Edouard Leclerc lançait en forme de pub le retrait de 6 produits dans ses magasins au motif que les fournisseurs industriels des dits produits pratiquaient des hausses abusives... Mais dans le même temps l'ILEC (Institut de liaison et d'étude des industries de consommation) indiquait lors d'une conférence de presse qu'une enseigne comme LECLERC augmentait sa marge (comme CARREFOUR d'ailleurs) d'année en année pour atteindre 36 % en 2007. Les dindons de la farce, comptez-vous !

Les emplois non pourvus

★ D'après le gouvernement, 500 000 offres d'emploi ne seraient pas pourvues. C'est ce que disait Sarko il y a quelques jours. C'est aussi ce qui justifierait d'après nos dirigeants un durcissement des sanctions contre les chômeurs. Mais il est intéressant de savoir d'où sort ce chiffre de 500 000 offres. Il vient, d'après *Politis* d'une extrapolation du ministère du travail, sur la base d'une évaluation de l'ANPE réalisée en 2004. Vachement fiable ! A l'époque, il faut rappeler que ces offres

d'emploi non pourvues avaient été médiatisées par un ministre du travail qui s'appelait... François Fillon.

Nouvel Obs et libéralisme

★ *Politis* du 31 janvier dernier, relatait la lecture des commentaires de Jacques Julliard quant au rapport ATTALI. Le chroniqueur du *Nouvel Obs* considère que si ce rapport est d'inspiration libérale, cela était sans doute inévitable. Pour lui « libéral ne s'oppose pas à social » voire à « socialisme » mais à « dirigiste » et « étatique ». Le « remède de cheval » nécessaire selon lui au pays ne peut être mis en œuvre par SARKO qui n'est pas assez « churchillien » et a fait des concessions que Julliard juge stupides sur les OGM. Pour Julliard, sans doute, la gauche c'est le libéralisme plus les OGM.

76%

★ 76 % des bas revenus disent s'imposer régulièrement des restrictions sur leur budget, selon une étude du CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie). Cette étude, qui s'étale sur une période de vingt cinq ans, montre que les 20 % des plus hauts revenus se détachent de plus en plus des autres catégories de la population sur bien des aspects des modes de vie.

**Allez, allez ! Il n'est
jamais trop tard pour
bien faire !**



**Pensez à
vous abonner !**

LGV : l'interview qui décoiffe...

(ceux qui ont des cheveux)

Le quotidien Sud-Ouest, dans son édition du 31 janvier 2008 interroge Christian Maudet chef de la mission des grands projets du Sud Ouest de Réseau Ferré de France (RFF) et Bruno Monvallier directeur régional pour l'Aquitaine et le Poitou Charentes de RFF.

On y apprend donc des détails sur le calendrier avec les tracés et les variantes connus en fin 2009, l'enquête publique prévue et 2011 et les travaux en 2013.

Jusque là rien de très neuf, mais tout à coup stupeur pour ceux qui ont suivi le débat public, on lit que d'ici la fin 2009, il va falloir « confirmer quelles sont réellement les fonctions ferroviaires à assurer » et plus loin : « aujourd'hui il est difficile de dire quel va être le trafic qui va passer sur cette ligne ».

On se moque de nous !

Six mois de débat où on nous a expliqué avec une extrême précision qu'il passerait sur cette ligne (en comptant les deux sens) : 155 trains de marchandises dont 60 de l'autoroute ferroviaire et 8 TGV dont seuls 6 s'arrêteraient au Pays basque. Six mois où nous avons contesté les chiffres des marchandises et le nombre de trains. Six mois où on nous a répondu avec morgue

que les chiffres RFF étaient infaillibles, même après que l'expertise indépendante commandée par la commission du débat public nous ait donné raison !

Et un an après la décision favorable à RFF, tout d'un coup on ne sait pas quel trafic va passer sur cette ligne ?

En gros on peut résumer ainsi : on a fait un débat public truqué sur toute la ligne, on a arraché la décision et maintenant on fait ce qu'on veut. Quel mépris des citoyens !

C'est quoi « confirmer quelles sont réellement les fonctions ferroviaires à assurer » ? Moins de fret ?, plus de fret ?, rien que des voyageurs ?

On se remoque de nous... et pas que de nous !

Mais ce n'est pas terminé, en poursuivant la lecture on découvre : « une gare est-elle commercialement pertinente ? La SNCF pense que non, mais certains partenaires pensent que ce serait dommage que des trains internationaux ne puissent pas s'arrêter entre Bordeaux et Astigarraga ». « RFF fait l'hypothèse qu'il y a sûrement un potentiel à long terme qui justifierait une gare nouvelle, ce qui ne veut pas dire qu'on la réalise tout de suite ».

Traduisez la gare nouvelle a du plomb dans l'aile car comme nous le répétons depuis des années, la grande vitesse ne s'arrête pas tous les 30 km, à plus forte raison quand on prévoit de l'augmenter encore. A quoi bon un TGV très rapide s'il n'a pas le temps d'atteindre la grande vitesse et doit freiner pour la prochaine gare. Nous

disions « entre Bayonne et Dax, Dax est condamné (le projet prévoit 4 arrêts à Dax au lieu de 12 actuellement), mais entre Bayonne et Astigarraga, il y aura très vite une gare de trop ». Nous y sommes. Qu'en pensent les maires du littoral et la CCI qui balayaient cette éventualité d'un revers de la main ? Ah ! M. Borotra qui voyait descendre des milliers de touristes nouveaux, ah ! La CCI qui nous expliquait l'impérieuse nécessité pour les étudiants de l'Estia de descendre au Pays Basque Nord en TGV.

Nous voilà dans le dur : le TGV c'est bon pour Bordeaux et Bilbao, entre, il assèche la vie économique. Le TGV c'est une structuration de l'espace européen de ville européenne d'envergure à ville européenne d'envergure, entre ces pôles, on est bon pour sacrifier les territoires et regarder passer en se bouchant les oreilles.

Et pour les usagers ? Eh bien vous prendrez sagement le TGV à vitesse raisonnable dans vos gares habituelles et vous emprunterez les voies existantes jusqu'aux environs de Dax et sinon vous prendrez le TGV à côté de Donosti, au Pays basque Sud, en passant dans votre voiture au moins le double du temps gagné par le TGV au Pays Basque.

Quelle escroquerie !

Et nous, à part se régaler de voir la tronche en biais de nos fûtés décideurs (et leur silence assourdissant devant ces belles perspectives), on maintient qu'il vaut mieux utiliser les voies existantes qui ne sont utilisées qu'à 25 % de leurs capacités, au moins on sauvera les territoires.

Pachon Víctor

↳ Suite de la page 3

Qu'on en juge :

• Les résultats à **Mouguerre** sont les suivants :

Inscrits : 3644
Votants : 2300
Suffrages exprimés : 2275

OUI à la LGV : 198 soit **8,7 %**

NON à la LGV : 2077 soit **91,3 %**

• Les résultats à **Ustaritz** sont les suivants :

Inscrits : 4355
Votants : 2622
Suffrages exprimés : 2592

OUI à la LGV : 206 soit **7,95 %**

NON à la LGV : 2386 soit **92,05 %**

Sans aucune ambiguïté et sans conteste possible, le projet de nouvelle ligne à grande vitesse LGV est rejeté à une majorité écrasante majoritairement des suffrages exprimés. Ce rejet massif ne peut que renforcer le combat et la détermination des associations et des citoyens.

La démocratie doit être respectée

La balle est dans le camp des pouvoirs publics. Les différentes institutions et le maître d'œuvre doivent absolument respecter la volonté populaire en changeant de cap. Le retrait immédiat du projet de nouvelle ligne à grande vitesse LGV notamment au Pays Basque et de gare TGV à Ustaritz est indispensable. Les institutions doivent pleinement respecter les résultats des études fiables et indépendantes déjà réalisées notamment par les experts suisses et s'engager en faveur de la modernisation et l'optimisation des voies existantes.



L'association KOKOPELLI condamnée à verser 12 000 € pour le grainetier Baumaux et 23 000 € pour l'état et la fédé- ration des industriels de la semence (FNPSPF)

Il faut être réaliste : les semences que défend l'association Kokopelli, étant maintenues dans l'illégalité par une volonté politique, ne pouvait pas gagner ces procès.

Nous sommes tous choqués par la condamnation prononcée à l'encontre de l'association Kokopelli et de son Président pour vente de semences non inscrites.

Cette association conserve et promeut les semences de variétés de fleurs, céréales et légumes anciens au travers d'un réseau de 5500 membres et a constitué un des plus importants réservoirs génétiques accessibles à tous.

L'état français refuse de libérer l'accès aux semences anciennes pour tout un chacun. Les semences qui ont nourri nos grands-parents et qui servent à nous nourrir aujourd'hui par le jeu des croisements, sont donc devenues illégales et dangereuses.

Voilà la faute de KOKOPELLI : conserver le levain des savoirs populaires, agronomiques et génétiques. Propager l'autonomie semencière par l'exemple est devenu répréhensible.

Ce qu'il faut retenir de ces condamnations, c'est la volonté affichée d'éradiquer les alternatives techniques et semencières autonomes.

Il est regrettable qu'une association, œuvrant dans l'intérêt général pour la conservation d'un patrimoine génétique essentiel aux besoins présents et futurs de l'humanité soit condamnée.

« A l'heure du Grenelle de l'Environnement, il est indispensable, en respect de la directive CEE 98/95 de constituer un répertoire de la diversité biologique cultivée existante pour lequel l'inscription doit être libre, gratuite et facultative. » Les hybrides ont montré leurs limites, les OGM que les firmes tentent de nous imposer sont une faillite sanitaire et environnementale. La

conservation des semences reproductibles issues des variétés de population constituent à nos yeux la meilleure assurance vie pour garantir durablement l'alimentation de la planète.

Un homme courageux qui s'oppose aux OGM

FIN octobre, le Commissaire européen à l'Environnement, Stavros Dimas, s'est courageusement opposé aux grandes compagnies de l'agrobusiness en proposant l'interdiction de la culture de deux maïs OGM (le Bt11 et le 1507) développés par les firmes Syngenta et Pioneer/Dow. Des scientifiques ont en effet démontré que la culture de ces OGM censés combattre des insectes nuisibles au maïs pouvait provoquer des conséquences graves, notamment sur des insectes non nuisibles du maïs, comme le papillon monarque ou sur des « organismes non ciblés » comme des oiseaux. Récemment, il a également été prouvé que les écosystèmes aquatiques pouvaient aussi être affectés. Si la proposition de Dimas était adoptée, il s'agirait d'un véritable tournant. Très favorable aux OGM, la Commission a jusqu'à présent toujours donné son feu vert aux demandes d'autorisation d'OGM. Et les autres Commissaires européens, par peur de froisser les puissants intérêts pro-OGM, notamment américains, risquent de s'opposer à l'initiative courageuse de Stavros Dimas. Mais celui-ci vient de confirmer publiquement sa position. « Le risque est trop élevé pour l'environnement selon plusieurs études scientifiques récentes, a indiqué M. Dimas à Bruxelles le 22 novembre. J'envisage de donner un avis négatif pour la demande d'autorisation. »

« La Table du Soir »

L'heure du bilan,
par Christiane SAINT PAUL, prési-
dente de l'association

La saison a démarré le 12 novembre 2007 et se terminera le 16 mars prochain.

Chaque soir 50 à 80 repas sont servis. Nous constatons que les invités sont de plus en plus nombreux et qu'à présent nous recevons de plus

en plus de retraités percevant le minimum retraite et de jeunes rejetés par leur famille, en plus des habitués SDF, routards, étrangers, Rmistes isolés, personnes sans revenus et ne recevant aucune allocation.

Cette année l'association a réussi à boucler son budget grâce à tous les bénévoles qui chaque soir cuisinent chez eux un repas et viennent avec leurs plats chauds distribuer à ceux qui ont faim ; et grâce à tous ceux qui ont participé à l'opération partenariat où il suffisait d'aller faire ses courses à *Géant Casino* et faire tamponner son ticket de caisse à donner à la table du soir. Cette solidarité a permis d'avoir des bons d'achat permettant ainsi d'assurer jusqu'au bout. Cette expérience est à renouveler l'année prochaine et nous ne manquerons pas de vous le rappeler en septembre, l'aide de tous est nécessaire.

Nous travaillons main dans la main avec l'association *Emmaüs* qui une fois par semaine vient distribuer des vêtements, avec des médecins et avec les associations *Atherbea* et *Les Mouettes* qui s'occupent, chaque soir, de l'hébergement et de la réinsertion sociale. Mais toujours dans l'urgence. Est-ce aux bénévoles d'assurer la gestion d'une structure d'hébergement d'urgence en hiver ? Les associations de lutte contre l'exclusion ne le pensent pas.

Depuis des années nous nous battons pour l'obtention d'un hôtel social ; ce projet, soutenu par la CABAB, devrait voir le jour sur Biarritz en 2009. Il s'agirait « d'une structure provisoire, un sas entre la rue et l'obtention d'un logement autonome », ce qui nécessite un accompagnement.

Transmission de la ferme Kako à Ainharp :

Une histoire qui aurait dû être simple (et belle)

Un peu d'histoire...

La tendance actuelle est à la diminution du nombre des exploitations agricoles qui s'agrandissent (et s'industrialisent) ou disparaissent sous la pression des prix du foncier.

En 2005, une étude du Conseil Economique et Social pour le gouvernement a abouti à un rapport intitulé *La maîtrise foncière, clé du développement rural*, qui plaide pour la maintenance d'un potentiel agronomique important et varié.

Les SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural) ont été créées en 1960. Ce sont des SA sans but lucratif, sous tutelle des ministères de l'agriculture et des finances, avec pour mission d'intérêt général la protection des terres agricoles. Leurs objectifs affichés : *dynamiser l'agriculture et les espaces forestiers, favoriser l'installation des jeunes ; accompagner le développement de l'économie locale et des activités créatrices d'emploi ; protéger l'environnement, les paysages et les ressources naturelles.*

Quand une mise en vente entraîne une procédure de la Safer, elle lance un appel à candidatures, examinées en conseil technique dont l'avis est généralement suivi par le CA qui prend la décision.

Du côté associatif, les GFA (groupe-ment foncier agricole) agissent par l'achat collectif sous forme de parts d'un bien foncier agricole qui sera destiné à rester agricole. L'achat est essentiellement un geste de solidarité, le porteur de part ne doit pas se sentir l'âme d'un actionnaire, il ne touchera pas de dividendes ! Le bien est ensuite loué à l'exploitant et transmis à son départ.

Autour des villes, là où les terres agricoles ont souvent vocation de réserves foncières, de telles opérations ont déjà permis l'installation de maraîchers, permettant en outre des circuits courts de commercialisation.

Au Pays Basque, le GFA mutuel Lurra existe depuis 1979 et a déjà

réalisé 12 opérations avec 1700 porteurs de parts. Ses objectifs, comme le maintien des fermiers et l'installation des jeunes, le soutien des *hors cadre familial*, s'inscrivent dans le cadre d'une agriculture paysanne, durable et à taille humaine. Il est membre de l'association Arrapitz qui fédère 12 associations pour un *nouveau développement rural*.

Venons-en à nos moutons et à la transmission de la ferme Kako...

Elle a été tenue 27 ans par Joseph et Anne Godement. Début 2006, ils embauchent Fred Larragagna pour les aider. Dans le courant de l'année, Joseph décède et la propriétaire charge la SAFER de vendre la maison, les terres et les bâtiments. Premier appel à candidatures : 2 candidats se présentent puis se désistent.

Fin 2006, Fred se lance, soutenu par Mme Godement qui souhaite lui transmettre l'exploitation. Reste à monter le projet ; il sollicite le GFA pour l'achat des terres, soit 165 000 euros et a encore à sa charge 156 000 euros pour l'achat des bâtiments agricoles, du troupeau et du matériel. Il renonce à la maison, récemment reconstruite à l'écart, pour ne pas se surendetter (220 000 euros).

Début 2007, la SAFER lui fait un bail précaire d'un an pour les terres et la propriétaire lui loue la maison, lui souhaitant même une bonne installation. Il est alors responsable de l'exploitation, entre dans la jeune coopérative fromagère Azkorria et intègre la transhumance dans la gestion du troupeau.

Octobre 2007, la SAFER lance un nouvel appel à candidatures. Le 3 décembre, le comité technique se réunit pour en examiner deux : celle de Fred et du GFA, le dossier est solide, le financement GFA quasi-bouclé, et celle de M. Desplas venant du Gard avec son troupeau de lacunes (élevage productiviste) pour s'installer en pleine zone AOC

Ossau-Iraty. L'histoire aurait dû se terminer là, mais, contre toute logique, le CT repousse le choix et relance l'appel à candidature jusqu'au 15 janvier... ce qui lui permet de prendre en compte le dossier de Mme Lahargou, soutenue par la FDSEA, qui s'était déjà présentée, puis désistée, puis représentée hors délai. De son côté, ELB (confédération paysanne du Pays Basque) a voté son soutien en AG au GFA et à Fred. La propriétaire, elle, conseille au jeune couple de se « préparer psychologiquement à partir ».

Le 17 janvier, nouvelle réunion du CT pour examiner trois dossiers : re-Fred + GFA, re-M. D. et Mme Lahargou. Dès 9h30 le matin, environ 200 personnes (paysans, porteurs de parts, employés de la fromagerie) étaient présentes pour exprimer leur soutien au GFA et au couple Larragagna. Les forces de l'ordre étaient déjà là également, pas pour les mêmes raisons, et on pouvait même craindre que ce soit de mauvais augure. L'attente est longue, tendue ; à 12h30, on apprend que le choix se porte sur Mme Lahargou. Les membres de la SAFER sortent par derrière, et c'est les huées, puis la mêlée, les coups de matraque et les gaz lacrymogènes. Les conséquences de ce choix sont l'expulsion d'un paysan, le rejet du GFA, un coup dur pour une toute jeune coopérative fromagère créatrice d'emplois (et engagée dans une charte de qualité avec cahier des charges exigeant) et la négation

du souhait de transmission de Mme Godement.

Sarko...

Depuis, il y a eu le passage de Sarkozy à Pau, qui a réclamé des sanctions à l'encontre de ces « terroristes, ces maffieux », l'inculpation et la garde à vue de 6 personnes pour violence avec armes (mottes de terre, parapluie, crachats), et recel (matraque, képi). Ils risquent jusqu'à 5 ans de prison.

Le point...

Quant à la transmission de la ferme... voici les derniers épisodes : le CA de la SAFER n'a pas souhaité choisir et se désiste. C'est donc à la propriétaire de choisir, son objectif étant de tout vendre, maison + bâtiments pour plus de 400 000 euros. A l'initiative d'ELB et du GFA, une association est en cours de constitution pour tenter d'acquérir la maison. Mme Maïté Errecart, la propriétaire, doit venir rencontrer les trois candidats. Pour la petite histoire, elle est candidate PS aux municipales dans le 11^{ème} arrondissement de Paris, peut-être va-t-elle, elle aussi, reporter après les élections ? Et la FNSEA, quel est son rôle dans cette affaire ?

France Bonillo

Action consommation

Pays Basque

Le comité technique de la Safer se composait de 11 membres, un représentant de la Chambre d'agriculture des P.A, un des coopératives agricoles, un des maires (en l'occurrence celui d' Ainharp), un de l'Adasea (structure technique de la Safer, son représentant était également membre de la FDSEA) ; trois des syndicats :

Jeunes Agriculteurs, FDSEA et ELB ; un de la MSA, de Groupama, du Crédit Agricole et du Conseil général.

Assemblée Générale des Amis de Bugangue

L'ASSEMBLÉE Générale des Amis de Bugangue a eu lieu le 16 février 2008. Toujours très mobilisée l'Association suit de très près le dossier de demande d'exploitation de carrière à Bugangue.

Le Maire de la commune d'Aramits refuse toujours de mettre à disposition de ses administrés les deux documents de pré-étude à cette exploitation, malgré l'avis favorable donné à l'association par la Commission d'Accès aux Documents Administratifs.

Pourquoi ce silence ? Pourquoi ce refus ?

Le manque de transparence dans ce dossier est bien la preuve de risques certains pour la Ressource en Eau potable. Si la loi n'est pas appliquée l'association envisage de saisir le Tribunal Administratif.

Les Amis de Bugangue affirment que ce projet de carrière est un très, très mauvais projet pour l'avenir de la commune d'Aramits :

- Pollution de l'eau
- Des terres pastorales,
- Nuisances par rapport aux activités touristiques
- Manque de sécurité pour les habitants du fait du passage de 50 camions par jour, etc.

Ils remercient très sincèrement tous les sympathisants et adhérents de plus en plus nombreux de leur important et très actif soutien.

Malgré les pressions diverses et accusations mensongères de ces derniers temps, l'association reste déterminée à défendre la Ressource en Eau Potable et à l'Environnement.

C'est pour eux, un devoir de citoyen !

C'est pourquoi ils ont demandé à tous les candidats actuels et futurs de se positionner par rapport à ce projet de carrière.

Communiqué de presse du Collectif Anti-OGM du Gers

OGM : Paysans, le savez-vous ?

L'Espagne est notre principal client en maïs.

Prix du maïs rendu au port de Barcelone (source : ONIGC au 11/10/07) :

- Origine Brésil tracé non-OGM : 223 €/t
- Origine Argentine non tracé : 174 €/t

Au même moment, le maïs français non-OGM valait, départ Bayonne, 216 €/t, soit l'équivalent du brésilien rendu Barcelone.

Si les OGM se généralisaient en France, le prix du maïs s'alignerait donc sur celui de l'Argentine, soit environ 50 €/t de moins que le prix actuel.

De plus, cette année, les OGM n'ont rien apporté de plus en terme de rendement.

La preuve de l'impossibilité de la séparation des filières est apportée par les Organismes Stockeurs Agréés eux-mêmes qui se son.

Il y avait Natura 2000 avant le Grenelle de l'environnement :



Chantier de l'autoroute A28 en Forêt de Bercé
Site NATURA 2000 (Juin 2004)

Il y a désormais Natura 2000 après le Grenelle de l'environnement...



Chantier de l'autoroute A 63 Langon - Pau
Site NATURA 2000 (Janvier 2008)

Document tiré de Action Nature n° 40

Port de Bayonne Fait-on tout ce qu'il faut question sécurité ?

RÉGULIÈREMENT un train de soufre relie le complexe de Lacq au port de Bayonne. Il transporte du soufre liquide dans des wagons sous pression à une température élevée.

Quand il traverse la zone de Jorlis, le train passe sur un canal. Cette zone bénéficie d'une densité commerciale importante.

L'ouvrage qui permet le franchissement du canal est basé sur un système peu onéreux qui associe à travers un protocole exigeant un matériau de remblai à des tôles minces d'acier. La quantité d'acier est dimensionnée au minimum en tenant compte que les efforts dans l'acier sont parfaitement évalués. Ce calcul part de l'hypothèse que la géométrie des tôles d'acier suit une courbe en arc bien régulière.

On voit bien sur la photo ci-dessous que ce n'est pas le cas.

Les conditions de géométrie n'étant plus respectées, les conditions de stabilité ne le sont pas non plus évidemment. Sans rentrer dans de profondes théories, on peut estimer que la chute de résistance est de l'ordre de 10. En fait c'est même beaucoup plus binaire que ça : dans un cas le calcul s'appuie sur une théorie et on sait où on va, dans l'autre on n'a plus aucune garantie et l'ouvrage peut s'effondrer à tout moment.

Est-ce que le déraillement du train est prévu dans le cadre du plan de prévention des risques ?

Quel serait l'impact sur la pollution de l'Adour et les eaux de baignade ?

Combien y aurait-il de riverains intoxiqués ? Qu'advient-il des cheminots qui sont debout sur le train ?



La juxtaposition des milieux industriels et de l'habitat génère des risques. C'est un fait. Les pouvoirs publics sont censés maîtriser les risques. Dans ce cas il n'y a pas de fatalité. La négligence constatée peut générer une situation dramatique et la culpabilité des instances de surveillance est flagrante.

La stratégie de gestion qui met en balance le coût d'un nouvel ouvrage et le montant des indemnités en cas d'accident est inadmissible.

Contrairement à des idées reçues, nous pensons que le fonctionnement d'une société n'est pas que le fruit d'une organisation verticale. Une « bonne » société doit promouvoir une démarche de responsabilité indi-

viduelle, faire en sorte que chacun se sente concerné par le sort de tous et qu'il exerce au mieux, à tous les instants, son intelligence à cette fin. Nous pensons que c'est dans cette démarche que l'individu acquiert un statut de citoyen. Pour corroborer l'importance de l'implication de chacun dans la bonne marche du groupe, nous vous invitons à lire « la leçon du porcher » d'après Gérard Vergnaud.

Ortzadar s'inscrit dans cette voie en attirant l'attention des pouvoirs sur ce qui nous paraît être une négligence coupable et en souhaitant que des mesures soient prises avant un accident.

CRL



La leçon du porcher

UNE ÉQUIPE d'ergonomes est chargée de mener une étude dans un abattoir de porcs, en vue de la modernisation de l'établissement. A la remise de son rapport, le directeur remercie l'équipe en organisant un pot : champagne, petits fours... A ce moment, l'un des ergonomes demande : « Mais ce monsieur qui est à l'entrée de l'abattoir, pourquoi n'a-t-on pas étudié son poste de travail ? »

Le directeur rétorque que cette personne ne fait qu'accueillir les porcs et les diriger avec un bâton. Il n'a aucune qualification mais il est dans la maison depuis très longtemps. Au demeurant, ajoute le directeur, son emploi sera certainement supprimé dans les nouvelles structures.

Les ergonomes insistent pour étudier le poste du porcher... et s'aperçoivent que c'est la personne la plus importante de l'abattoir. Pourquoi ? Parce que les cochons sont cardiaques : après leur transport, ils arrivent fatigués, stressés, et certains d'entre eux risquent même de mourir avant d'atteindre le couteau du boucher. En outre, les bouchers savent reconnaître la viande stressée, qui vaut moins cher sur le marché. Ce porcher avait tout un ensemble d'indices pour détecter les porcs les plus fragiles et les conduire tranquillement vers le lieu de l'abattage, en les isolant des autres de manière à ce que leur viande ne soit pas perdue. Si l'on avait mis le directeur à sa place, celui-ci aurait fait perdre de l'argent à son abattoir.

Ce porcher a acquis un certain nombre de compétences par l'expérience. Le vétérinaire aura lui aussi besoin de cette expérience en plus de ses savoirs académiques acquis à l'école vétérinaire. Dans les deux cas, l'expérience est incontournable. On devient expert dans un domaine professionnel souvent après une dizaine d'années d'expérience. C'est ce que montrent beaucoup d'études, sur les ouvriers et les agriculteurs, aussi bien que sur les ingénieurs. En outre, les uns comme les autres mettent en œuvre dans l'action en situation plus de connaissances qu'ils ne sont capables d'expliquer verbalement.

D'après GÉRARD VERGNAUD, CNRS



La vie de l'association,

une vie difficile cette année 2007

**Comme tous les ans, après
notre assemblée générale,
Attac vous fait vivre en direct
et en flash back la vie de
l'association de l'année
précédente. Elle le fait pour
au moins deux raisons :
l'information mais aussi
l'espoir que cette page va
susciter des vocations à venir
adhérer et surtout militer
dans notre association
qui manque cruellement
de base militante.**

NOUS avons assumé notre objectif d'association d'éducation populaire en organisant des conférences, moins que d'habitude car déjà en 2006 nous avons constaté une relative désaffection du public. Cette année, la situation semble s'être un peu aggravée : la conférence de Riccardo Petrella, spécialiste international de l'eau n'a attiré que 65 personnes et celle de Dominique Plihons, responsable du Conseil scientifique d'Attac, sur la crise financière internationale, 34 personnes. Parmi les conférences qui ont le mieux marché, citons la réunion avec tous les partis politiques (en mars 2007) qui se présentaient aux législatives, qui était animée par Jean-Marie Harribey sur le thème de l'Union européenne et du Manifeste (ensemble de propositions alternatives) ; ou encore celle réunissant encore les partis politiques et organisations syndicales sur le traité modificatif européen, le traité de Lisbonne, (en novembre 2007). Dans les deux cas il y avait une assistance assez nombreuse liée aux différentes organisations présentes. Cela semble signifier que lorsque les leaders des organisations s'expriment, les militants de ces organisations se déplacent mais qu'ils oublient de le faire pour réfléchir avec d'autres sur des thèmes pourtant essentiels. Il y a là un danger à se contenter de sa niche idéologique mais il faut reconnaître que c'est là une réalité politique d'aujourd'hui.

Certes, cette année a été un peu difficile du fait des élections présidentielles et législatives ; nos forces militantes étaient un peu maigres pour supporter sans risque les engagements des uns et des autres dans le soutien à différents candidats ; engagement nécessaire puisque la réalisation politique passe par les projets politiques portés par les partis, mais engagement qui a conduit à un désengagement direct ou indirect dans le militantisme de notre association. Nos Attac café qui ont lieu à l'Atalante tous les deuxiè-

mes mardis du mois, dont les thèmes sont très divers et touchent à l'actualité, paraissent avoir plus de succès que les conférences puisqu'un public relativement fidèle les suit régulièrement. Nous avons décidé pour cette année à venir de nous concentrer sur cette activité et peut-être d'en augmenter le nombre et les thèmes et d'introduire des réflexions sur des alternatives précises. Le prochain (mardi 11 mars) sera consacré à la question du mal développement au Brésil en abordant cette question sur les problèmes de l'eau et cet Attac café sera animé par le responsable d'une association partenaire du CCFD (Comité Catholique contre la faim et pour le développement).

Tout en regrettant que nos conférences n'attirent pas plus de monde, nous devons reconnaître qu'Attac a acquis au cours du temps une réelle légitimité à s'exprimer, ce qui nous est reconnu par les médias mais aussi par les différentes organisations politiques et syndicales qui font appel à nous pour faire vivre localement une certaine réflexion politique et comptent sur nos engagements qui sont divers. Ainsi nous avons été sollicités pour animer les débats autour du film « We feed the world », et on nous demande aussi souvent d'établir des liens entre les différentes composantes de gauche pour regrouper des organisations qui ne militent jamais ensemble. C'est ce que nous avons fait autour du refus du traité modificatif européen : en effet pour la première fois depuis bien longtemps des organisations qui ne se rencontraient plus se sont trouvées associées pour faire valoir leur refus du traité de Lisbonne devant la presse. Reconnaissons que ce travail de regroupement des différentes composantes de la gauche locale ne va pas toujours sans prise de tête ni prise de bec. Mais c'est là une des activités d'Attac que nous chercherons à prolonger en respectant les principes qui sont les nôtres, en cherchant l'union sans pour autant adhérer à des principes qui ne sont

pas ceux que nous défendons.

Si l'éducation populaire est notre premier objectif, nous l'envisageons toujours comme tournée vers l'action et le printemps 2007 a vu Attac s'engager aux côtés d'ELB dans différentes manifestations contre les OGM (occupation de la coopérative de Saint-Palais, de la chambre d'agriculture de Pau) afin d'obtenir des candidats aux présidentielles et aux législatives des assurances contre leur vente et leur mise en culture en plein champs au mépris des risques biologiques que ces OGM font peser sur la santé et sur la biodiversité.

Bien que les membres du Conseil d'administration et nos habitués militants n'aient pas eu l'impression de travailler moins, il nous faut reconnaître que notre activité militante a singulièrement baissé. Sommes-nous au creux d'une vague et faut-il reconnaître que les coups portés par le gouvernement ont amoindri nos capacités de résistance, ou sommes-nous à un tournant qui rendrait précaire la survie même de l'association. Il faut que tous ceux qui tiennent à ce qu'Attac vive soient conscients qu'adhérer n'est pas suffisant. Avoir des adhérents : c'est bien ; mais avoir des militants : c'est mieux, car l'absence de militant entraîne inévitablement la disparition progressive de l'association au niveau local. La situation politique actuelle ne peut nous laisser indifférents et doit nous engager à travailler ensemble. Trop souvent, nous avons pensé que la grande difficulté était dans l'absence d'alternative crédible sur le plan politique. Cela ne suffit guère de poser ces constats ; il nous faut élaborer ces alternatives ; c'est à quoi Attac va s'attacher cette année en doublant chacune de ces réflexions critiques par la volonté de faire des propositions concrètes dont l'élaboration doit être collective. C'est alors que nous aurons besoin de vous.

Chantal Boone
Attac Pays Basque

Une pollution industrielle insoutenable sur le port de Bayonne

UN MAUVAIS feuilleton à rebondissements multiples, mais nos deux duettistes de la chambre de commerce et d'industrie de Bayonne, messieurs Berckmans et Darretche, dans leur frénésie à communiquer tous azimuts, nous obligent à réagir, car trop c'est trop !

La presse locale leur étant toute acquise et le travail d'investigation des journalistes étant devenu complètement obsolète sur les rives de l'Adour, pourquoi se gêneraient-ils ?

Ce mercredi 20 février, Monsieur Darretche déclare dans le quotidien *Sud-Ouest* : « *Il faut arrêter les polémiques, l'industrie est totalement maîtrisée, c'est un point de débat stupide, il n'existe pas de pollution par rejets ou par le bruit* ». Il s'agit ici du projet de laminoir qui doit voir le jour sur la zone industrialo portuaire de Tarnos associé à l'aciérie ADA (qui elle-même est tout sauf irréprochable en matière de respect de l'environnement, de rejets atmosphériques, de nuisances sonores). Les populations riveraines, les usagers de la zone portuaire, dont les salariés de cette même zone, sont soumis à rude épreuve ! Difficultés à respirer tant les rejets par émissions diffuses sont importants, notamment en ce mardi 19 février où des records ont sans doute été battus. Rappelons pour mémoire que le système d'aspiration des fumées est totalement inefficace depuis la création de l'aciérie, qui devait épurer ses rejets atmosphériques à plus de 90 % (étude d'impact). Au final c'est un nuage de fumées grisâtres voire noirâtres, il y en a pour tout les goûts, qui s'échappent à travers les bardages, à chaque coulée et se déversent largement aux alentours : poussières métalliques, métaux lourds, furanes, dioxines.

Monsieur Darretche a donc oublié sa dernière apparition à Boucau. C'était à la cantine municipale lors de l'enquête publique pour la créa-

tion de l'usine *Derivados Forestales*. A cette occasion il avait pu juger lui-même de la colère de la population Boucalo-Tarnosienne envers ADA. Nous croyons même nous souvenir de son commentaire de l'époque : « *ADA est en train de nous plomber* ». Il ne croyait pas si bien dire, *Derivados* est partie sous d'autres cieux et pour ADA, rien n'a changé.

Entre temps, le SPPI est quasiment mort, les groupes de travail n'existent plus, les bénévoles qui le portaient depuis sa création ont été soit évincés soit mis sur la touche, le tout ayant été récupéré par les institutionnels ainsi que par la CCIB. Le fonctionnement de cette instance, voulue par la DRIRE Aquitaine, avait entretenu un certain espoir de débat démocratique. Il ne reste plus de tout cela qu'une sorte de grand-messe organisée pour le plus grand plaisir des indus-

triels, par la CCIB ou le contraire, le tout sous le contrôle théorique d'une DRIRE diaphane. N'oublions pas un futur site internet, du plus bel effet sans nul doute.

La dernière grand-messe du SPPI avait pour objet les études acoustiques concernant les nuisances sonores générées par ADA : exposé très technique et réconfortant. Les techniciens nous confirment que tout va bien. Le vécu sur le terrain est tout autre, malheureusement ! Des riverains font état de leurs doléances et de leurs difficultés à vivre normalement à cause du bruit généré de jour comme de nuit par ADA (bruit de soufflerie ou turbine) et ressenti rue Georges Lassalle à Boucau.

Messieurs Berckmans, Darretche, de grâce, cessez de nous infliger vos discours polémistes, la zone industrielle de BOUCAU-TARNOS a

une longue expérience des pollutions industrielles, pour son plus grand malheur : de l'ex-cimenterie en passant par l'industrie des engrais qui créa des emplois et détruit la forêt (fluor, phosphorique), déversé ses effluents pollués sur la plage de Tarnos et sur les sols pendant trente ans (RENO) ; déchets radioactifs largués dans l'atmosphère et sur les sols (Fertiladour Reno).

Non, il n'est pas honnête de laisser croire à la population que tous les industriels sont exemplaires. Il faut distinguer ceux qui travaillent en toute transparence et font des efforts louables, mais votre discours incantatoire est ressenti, nous vous le disons, comme une provocation. Il contribue à accentuer la méfiance des populations envers le milieu industriel. Un discours peu en phase avec le développement durable, encensé par notre omniprésident.

Une Présidence en pleine paranoïa

DIX MOIS déjà et celui dont il n'est plus nécessaire de prononcer le nom, tant il est omniprésent dans la vie des Français, continue son œuvre méthodique de « détricotage » de ce qui représentait toute la spécificité de l'identité nationale. Il n'est pas de jour où, dans cette agitation permanente, nous ne l'entendions tenir des propos de charretier à l'encontre d'un quidam au salon de l'agriculture, ou apostrophant un marin pêcheur en Bretagne, affichant ainsi un aspect consternant de la fonction présidentielle, la France devenant la risée de la planète, ces pitreries n'ayant comme équivalent que celles de son modèle Georges Bush junior.

Notre nouveau Monarque se plait donc à se mêler de tout, bientôt de l'Europe avec la prochaine présidence française et cela risque de ne pas être triste ! Angela Merkel s'en régale à l'avance. Son autre « dada », les religions, ou serait-il plus correct de parler des sectes, un secteur réservé. La falote Emmanuelle Mignon, qui n'en a que le nom, n'a-t-elle pas déclaré que le problème sectaire est un non-problème en France ! Rien que cela ! Et bientôt porte ouverte aux scientologues et autres témoins de Jéhova. Notre président

omniscient qui s'était déjà exprimé sur le sujet et qui apprécie particulièrement la compagnie de Tom Cruise, par ailleurs VRP International de l'église de scientologie, au point de l'avoir invité au ministère de l'intérieur, ou de se déplacer pour le rencontrer lors d'un récent voyage à New York. Un Scientologue à l'Elysée, ce serait classe ! Pour qui a déjà ouvert un des bouquins du « fada » Ron Hubbard, pape de la scientologie, il y a de quoi se taper le cul par terre, si ces escrocs n'étaient pas si dangereux. Mais il en faut d'avantage pour impressionner notre Chanoine de la tran, récemment intronisé par le pape Benoît, lequel Chanoine vient d'ailleurs d'adresser ses félicitations officielles à quatre vicaires intégristes nommés par le même BENOIT, ces jours-ci à Rome. Notre laïcité est vraiment en danger... Le fragile équilibre qui avait permis à notre pays de vivre à peu près en paix et quelles que soient les convictions religieuses de chacun pourrait bien voler en éclats.

Tout ceci ajouté au devoir de mémoire vis-à-vis de la Shoah et imposé aux enfants de CM1, là, on est pas loin de toucher le fond. Jacques Chirac avait, paraît-il, déclaré que Le petit Nicolas exploserait en vol ! À voir...

LE CAHIER

UN FILM DE HANA MAKHMALBAF

CULTURES

PAR ANAIZ AGUIRRE-OLHAGARRA

26 FÉVRIER 2001. Le chef suprême des Talibans ordonne l'explosion des gigantesques statues bouddhiques, vieilles de 5000 ans, dans la vallée aride de Bamiyan, en Afghanistan.

Bouddha s'est effondré de honte... tel est le titre original du premier film de Hana MAKHMALBAF, cinéaste iranienne promise de 18 ans à peine, fille de Mohsen Makhmalbaf, le réalisateur de *Kandahar* (2001), un film terrible qui évoquait déjà les tensions en Afghanistan.

Aujourd'hui, de nombreuses familles tentent de survivre sous les décombres de ces statues détruites. Bakhti, une petite fille de 6 ans, admire son voisin Abbas qui connaît parfaitement l'alphabet. Elle veut faire comme lui ; elle aussi, elle veut aller à l'école. Mais pour cela, il lui faut un cahier, et pour avoir ce cahier, il lui faut de l'argent... Qu'à cela ne tienne !

C'est alors que Bakhti, avec une spontanéité et une poigne irrésistibles, va entreprendre, en une journée incroyablement dense, un véritable parcours du combattant pour réaliser son rêve : s'acheter un cahier et aller à l'école.

D'abord, il faut trouver maman. Mais... où est-elle ? Bakhti a beau la chercher, sa maman ne sera presque jamais à ses côtés, laissant sa fille livrée à elle-même.

« Maman ! Viens me chercher, je vais tomber ! », appelle Bakhti, vacillant au bord du précipice qui mène chez elle. Par ailleurs, où est le père ?...

Alors, autour d'un échange craquant entre les deux gamins – deux excellents jeunes acteurs – Bakhti se lance dans la jungle des adultes afin de trouver, avec une débrouillardise exceptionnelle, dix roupies qui lui permettront enfin de savourer l'instant unique, l'instant rêvé, celui où elle tiendra le cahier, son cahier, entre ses petites mains. Il en aura

fallu, du temps et des efforts, pour que cette petite fille, future femme, accède à l'éducation... N'oublions pas que les femmes ont toujours triomphé grâce à l'éducation et à la culture. Mais le combat de Bakhti n'est pas encore gagné...

Zut ! Pas de stylo. Tant pis, un bâton de rouge à lèvres fera l'affaire. Mais vite ! Dépêchons, Abbas est déjà en retard pour l'école, le maître va le punir !

Abbas ne sera pas le seul à être puni ; Bakhti est une fille, or c'est une classe de garçons. « Laisse-nous tranquilles », dit l'instituteur. « Va à l'école des filles, de l'autre côté de la rivière. Laisse-nous tranquilles ! », ordonne-t-il à nouveau.

Bakhti ne lâche pas le morceau. Maintenant qu'elle y est, il faudrait qu'elle s'en aille ? Pas question !

Mais fatiguée de lutter en vain, Bakhti abandonne. Dans un ultime regard symbolisant l'effondrement de son rêve, la fillette, cahier en main telle une arme, poursuit son chemin sinueux, surmontant avec une force intérieure incroyable les obstacles qui se présentent.

L'enfant est un être complexe... Hana Makhmalbaf dénonce, en restant à hauteur d'enfants, les ravages de la guerre en Afghanistan : imprégnés de violence et de brutalité, ils jouent à l'homme, jouent à la guerre.

Ainsi, *Le Cahier* est la métaphore d'une guerre d'adultes. La réalisatrice explique : « Aujourd'hui, les jeux quotidiens de tous les enfants d'Afghanistan sont une reproduction de leur expérience de vie dans un état en guerre. Ils miment les armes des adultes, veulent lapider les petites filles... »

En effet, Bakhti et trois autres fillettes sont prises en otage par une bande de garçons d'une misogynie et d'une violence rares. Leur regard est à glacer le sang, mais Bakhti résiste.

Pourtant, les talibans en herbe la terrorisent, et l'on sent bien que le manque de sa mère se fait sentir...

« Viens me chercher, je vais tomber ! »

La tension est palpable, le danger imminent... Les garçons réduisent en pièces son cahier – son trésor ! La petite fille se défend, parvient même à fuir ses ravisseurs. Plus loin, Abbas la cherche. Enfin, ils se sont retrouvés !

Mais la bande de talibans n'abandonne pas la partie. Ils ont « tué » Abbas, qui, jouant le jeu, s'est effondré (de honte ?).

Maintenant ils veulent tuer Bakhti...

« Fais la morte, et tu seras libre ! » supplie Abbas. Pourtant elle résiste, encore et encore. Elle continue de courir. Faire la morte ? Faire la morte ?

Bakhti court, court, court. C'est donc à ça que la femme afghane est réduite ? Se voiler, se taire, faire la morte pour être libre ?

« Les Talibans sont partis, mais leur impact sur la culture du pays est indélébile », souligne Hana Makhmalbaf.

« Fais la morte, et tu seras libre ! » répète Abbas...

Bouddha s'est effondré de honte...

arc • en • ciel
ortzadar

Tél / Fax : 05 59 31 85 82 — Courriel : ortzadar @ bigfoot.com



Nikbakht Noruz dans le rôle craquant de Bakhti.

Abonnement à **ORTZADAR**
Bimestriel - 1 an : 13€
De soutien : 18€



NOM, Prénom

Adresse

CP..... Ville

Bulletin à retourner à :
B.P.4 - Mouguerre - 64990 St-Pierre d'Irube

Ortzadar - Alternative Pays Basque

est édité par l'association loi 1901 du même nom

Commission paritaire n° 0711 G 88241

Directeur de la publication : Jean-Maurice FAYE

Mise en page et illustrations : José-Antonio AGUIRRE

Imprimé sur les presses de l'imprimerie Artisanale à Bayonne